

EXPERIAL
C O N S E I L

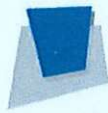
Membre  Alliance
eurus

ASSOCIATION « LIENS ET ACTIONS DES JEUNES »

Rue Lamartine
62630 ETAPLES

RAPPORTS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2025



Rapport sur les Comptes Annuels



« ASSOCIATION LIENS ET ACTIONS DES JEUNES »

Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901 et le décret du 16 août 1901

Rue Lamartine
62630 ETAPLES

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31/12/2025

A l'Assemblée Générale,

1. Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, il nous appartient d'effectuer l'audit des comptes annuels de l'Association Liens et Actions des Jeunes relatifs à l'exercice clos le 31/12/2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association à la fin de cet exercice.

2. Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les points suivant exposés dans l'annexe des comptes annuels :

- Caractéristiques de l'exercice
- Evènements postérieurs à la clôture
- Changement de méthodes comptables

3. Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Nous nous sommes attachés à contrôler le rapprochement des subventions encaissées au cours de l'exercice avec les conventions dont elles sont issues.

4. Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux Adhérents.

5. Information résultant d'autres obligations légales et réglementaires

Responsabilité de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels :

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association Liens et Actions des Jeunes à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels :

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Fait à Saint-Martin-Boulogne,
Le 02 Avril 2026

EXPERIAL CONSEIL
Société de Commissaires aux comptes
Inscrite sur la liste nationale des
Commissaires aux comptes,
Rattachée à la CRCC des Hauts-de-France

Corentin FUMERY,



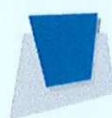
ANNEXE

Description détaillée des responsabilités du commissaire aux comptes

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.



Comptes Annuels

Bilan Actif

		31/12/2025			31/12/2024
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
Règlement ANC 2022-06					
ACTIF IMMOBILISE	Frais d'établissement (I)				
	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	2 023,19	512,54	1 510,65	1 915,29
	Autres immobilisations incorporelles				
	Imm. inc. en cours, avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains				
	Constructions				
ACTIF CIRCULANT	Installations techniques, mat. et outillage indus.	6 597,55	4 248,34	2 349,21	1 361,37
	Autres immobilisations corporelles	165 062,22	94 440,17	70 622,05	74 020,55
	Imm. corp. en cours, avances et acomptes				
	BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES				
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)				
	Participations				
	Titres imm. de l'activité de portefeuille				
	Créances rattachées à des participations				
	Autres titres immobilisés				
	Prêts				
COMPTES DE REGULARISATION	Autres immobilisations financières	294,00		294,00	109,00
	TOTAL (II)	173 976,96	99 201,05	74 775,91	77 406,21
	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières, approvisionnements				
	En-cours de production				
	Produits finis				
	Marchandises				
	Avances et Acomptes versés sur commandes	637,80		637,80	59,91
	CREANCES (2)				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés				
COMPTES DE REGULARISATION	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres créances	30 465,89		30 465,89	11 997,45
	Charges constatées d'avance	912,85		912,85	496,52
	Valeurs mobilières de placement				
	Instruments financiers et jetons détenus				
	Disponibilités	284 956,50		284 956,50	221 921,52
	TOTAL (III)	316 973,04		316 973,04	234 475,40
	Frais d'émission des emprunts (IV)				
	Primes de remboursement des emprunts (V)				
	Ecarts de conversion et différences d'évaluation Actif (VII)				
	TOTAL ACTIF (I à VII)	490 950,00	99 201,05	391 748,95	311 881,61

(1) dont immobilisations financières à moins d'un an

(2) dont créances à plus d'un an

Bilan Passif

Règlement ANC 2022-06

31/12/2025

31/12/2024

		31/12/2025	31/12/2024
FONDS PROPRES	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires	96 586,04	96 586,04
	Fonds propres complémentaires		
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Ecart de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité	63 503,57	44 801,83
	Autres		
	Report à nouveau	18 718,80	280,25
	Excédent ou déficit de l'exercice	59 744,30	37 140,29
	Total des fonds propres (situation nette)	238 552,71	178 808,41
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement	43 102,32	49 271,70
	Provisions réglementées		
	Total des autres fonds propres	43 102,32	49 271,70
	Total des fonds propres	281 655,03	228 080,11
Fonds reportés et dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés sur subventions d'exploitation	5 040,00	
	Fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes		
	Fonds dédiés sur ressources liées à la générosité du public	12 100,87	13 125,70
	Total des fonds reportés et dédiés	17 140,87	13 125,70
Provisions	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges		
	Total des provisions		
DETTES (1)	DETTES FINANCIERES		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit	173,25	165,00
	Emprunts et dettes financières divers (2)		
	Instruments financiers à terme		
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	DETTES D'EXPLOITATION		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	2 805,70	4 389,48
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	68 687,67	59 596,32
	DETTES DIVERSES		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes		
	Produits constatés d'avance (1)	21 286,43	6 525,00
	Total des dettes	92 953,05	70 675,80
	Ecart de conversion et différences d'évaluation - Passif		
	TOTAL PASSIF	391 748,95	311 881,61
	Résultat de l'exercice exprimé en centimes	59 744,30	37 140,29
	(1) Dont à moins d'un an (hors avances et acomptes reçus sur commandes en cours)	92 953,05	70 675,80
	(2) Dont emprunts participatifs		

Compte de Résultat

1/2

Règlement ANC 2022-06

31/12/2025

31/12/2024

		12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Cotisations	240,00	120,00
	Vente de biens et services		
	Ventes de biens		
	dont ventes de dons en nature		
	Ventes de prestations de service	4 436,79	290,03
	dont parrainages		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions	615 535,54	501 335,25
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels		
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières	3 000,00	2 000,00
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions		29 919,84
	Utilisations des fonds dédiés	1 024,83	1 024,83
	Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles		
	Autres produits	11,77	8,97
Total des produits d'exploitation		624 248,93	534 698,92
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises		
	Variation de stocks		
	Achats de matières et autres approvisionnements		
	Variation de stocks		
	Autres achats et charges externes	93 418,07	94 828,80
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	15 640,99	9 613,26
	Salaires	315 551,43	283 017,43
	Cotisations sociales	124 382,69	106 557,39
	Dotation aux amortissements et dépréciations	12 389,37	11 003,75
	Dotation aux provisions		
	Reports en fonds dédiés	5 040,00	
	Valeurs comptables des immobilisations incorporelles et corporelles cédées		
	Autres charges	53,26	0,28
Total des charges d'exploitation		566 475,81	505 020,91
RESULTAT D'EXPLOITATION		57 773,12	29 678,01

Compte de Résultat

2/2

Règlement ANC 2022-06

31/12/2025

31/12/2024

RESULTAT D'EXPLOITATION		57 773,12	29 678,01
PRODUITS FINANCIERS	De participation		
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé	2 214,74	2 917,56
	Autres intérêts et produits assimilés		
	Reprises sur dépréciations et provisions		
	Différences positives de change		
	Produits nets sur cessions de v.m.p. et d'instruments de trésorerie		
	Produits des immobilisations financières cédées		
Total des produits financiers		2 214,74	2 917,56
CHARGES FINANCIÈRES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilées	133,56	133,56
	Différences négatives de change		
	Valeurs comptables des immobilisations financières cédées		
	Charges nettes sur cessions de v.m.p. et d'instruments de trésorerie		
Total des charges financières		133,56	133,56
RESULTAT FINANCIER		2 081,18	2 784,00
RESULTAT COURANT avant impôts		59 854,30	32 462,01
	Produits exceptionnels		5 356,80
	Charges exceptionnelles		546,52
RESULTAT EXCEPTIONNEL			4 810,28
Participation des salariés aux résultats			
Impôts sur les bénéfices		110,00	132,00
TOTAL DES PRODUITS		626 463,67	542 973,28
TOTAL DES CHARGES		566 719,37	505 832,99
EXCEDENT ou DEFICIT		59 744,30	37 140,29
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Dons en nature			
Prestations en nature			
Bénévolat			
TOTAL			
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Secours en nature			
Mise à disposition gratuite de biens			
Prestations			
Personnel bénévole			
TOTAL			

ANNEXES

Annexe au Bilan

Ces comptes annuels sont établis par le dirigeant de l'**Association ALAJ** avec le concours du cabinet qui intervient dans le cadre de sa mission de **Présentation des Comptes Annuels** qui lui a été confiée.

1. Description de l'objet social.

ALAJ est une association laïque qui se donne pour objet d'assurer des actions s'inscrivant dans un ensemble d'initiatives à dimension éducative, sociale, socio-culturelle ou sportive, et notamment dans une action de prévention spécialisée.

L'Association inscrit son œuvre d'action sociale sur le territoire du Montreuillois auprès d'une population jeune ou adulte en difficulté ou dans une situation pouvant entraîner un processus de marginalisation, voire d'exclusion.

2. Description de la nature et du périmètre des activités et des missions sociales réalisées.

Encadrées par les valeurs de respect, d'équité et d'autonomie, nos orientations s'appuient sur les piliers qui sont :

- « Aller à la rencontre »,
- « Agir dès que cela est nécessaire »
- « Aider et protéger en construisant ensemble des projets adaptés »

Des services au cœur de l'action sociale

L'ALAJ développe aujourd'hui plusieurs services complémentaires, conçus pour répondre aux enjeux contemporains des territoires et des publics :

Le service de prévention spécialisée

Cœur historique de l'association, ce service s'adresse principalement aux jeunes de 11 à 25 ans. Les éducateurs de rue accompagnent les jeunes dans leur environnement, en travaillant sur la prévention des ruptures (scolaires, familiales, sociales), la construction de projets personnels et l'accès aux droits. Ce service s'inscrit dans la logique d'un accompagnement global, volontaire et individualisé.

Annexe au Bilan

Le dispositif « Intervenant social addictions »

Créé en 2023, ce dispositif vise à prévenir, informer et accompagner les jeunes et les adultes confrontés à des problématiques d'addiction (alcool, drogues, écrans, etc.). Il s'appuie sur une approche transversale et partenariale, mêlant écoute, orientation et sensibilisation.

Le service « Coach jeunesse »

Mis en place en 2024, ce dispositif offre un accompagnement sur mesure aux jeunes en recherche de repères, d'orientation ou de solutions d'insertion. Le « coach » intervient comme un facilitateur de parcours, en lien avec les structures éducatives, les missions locales et les acteurs de l'emploi.

La cellule d'écoute et d'accompagnement des familles

Créée en 2024, cette cellule offre un espace confidentiel et bienveillant destiné à accueillir la parole des parents et des enfants. Elle vise à prévenir les difficultés familiales liées à la radicalisation religieuse, tout en soutenant les parents dans le développement de leurs compétences éducatives et en favorisant la restauration des liens au sein de la famille.

Une approche globale et personnalisée

L'action de l'ALAJ repose sur un principe fondamental : chaque personne est unique et mérite un accompagnement adapté à sa situation.

L'approche éducative et sociale s'articule autour de trois leviers :

- **L'accompagnement individuel** : établir une relation de confiance, soutenir les démarches, orienter et aider à la prise d'autonomie.
- **Les actions collectives** : ateliers de prévention, chantiers éducatifs, activités sportives ou culturelles favorisant la cohésion et le vivre-ensemble.
- **Le travail en réseau** : collaboration étroite avec les institutions, associations et acteurs du territoire pour coordonner les interventions et construire des réponses partagées.

Cette complémentarité permet d'agir à la fois sur les dimensions personnelles, sociales et territoriales des situations rencontrées.

Annexe au Bilan

3. Descriptions des moyens mis en œuvre

Les moyens humains mis en œuvre sont les suivants :

- 1 Directeur
- 7 ETP Educateurs/trices Spécialisés/ées
- 0,5 ETP Psychologue de rue
- 1 ETP contrat Adultes-relais « intervenante sociale »
- 1 ETP Secrétaire
- 0,58 ETP Secrétaire en contrat PEC
- 0,40 ETP Technicienne de Surface

Les équipements sont les suivants :

- Le siège de l'association : Village Arc-en-Ciel
- Local Jeunes « Arc-en-Ciel »
- Des bureaux : Village Arc-en-Ciel
- Local ateliers/salle de réunion/archives : Village Arc-en-Ciel
- 4 véhicules

4. Caractéristiques de l'exercice

Plusieurs faits marquants sont venus impacter l'exercice 2025.

Sur un plan financier, l'inflation a affecté nos dépenses alimentaires, énergétiques, en activités et consommables dans les groupes 1 et 3.

Sur un plan organisationnel, nous avons inauguré de nouveaux locaux au sein du quartier prioritaire, comprenant une salle de réunion, des espaces dédiés aux ateliers ainsi qu'un laboratoire numérique. Ces équipements viennent étoffer l'offre de l'association et permettent également de disposer d'un lieu adapté pour réunir les partenaires ainsi que les habitants.

Annexe au Bilan

5. Évènements postérieurs à la clôture

Au quotidien, l'Association s'efforce d'accomplir les missions qui lui sont confiées par les financeurs.

D'un point de vue pédagogique, les professionnels sont innovants et proposent de nouveaux types d'accompagnements et une intervention adaptée aux besoins des publics. Pour renforcer l'offre d'accompagnement, le conseil départemental vient d'octroyer au service de prévention spécialisée un 0,5 ETP psychologue de rue pour une durée de trois ans.

Règles et Méthodes Comptables

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect du principe de prudence.

Le bilan de l'exercice présente un total de **391 749 euros**.

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total **produits** de **626 464** euros et un total **charges** de **566 719** euros, dégageant ainsi un **résultat** de **59 744** euros.

L'exercice considéré débute le **01/01/2025** et finit le **31/12/2025**.
Il a une durée de **12** mois.

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation.
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre.
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Le règlement ANC 2022-06 s'applique aux comptes afférents aux exercices ouverts depuis le 1er janvier 2025.

Les comptes annuels de notre entité pour cet exercice clos ont été arrêtés conformément aux dispositions du code de commerce, aux dispositions spécifiques applicables du règlement ANC 2022-06 relatif au Plan Comptable Général.

Changements de méthode comptable

La première application du règlement ANC n° 2022-06 constitue un changement de méthode comptable.

Le bilan et le compte de résultat de l'exercice précédent ne sont pas modifiés.

Les principales méthodes utilisées sont :

Immobilisations

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Règles et Méthodes Comptables

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée normale d'utilisation des biens.

Matériel et outillage industriels	de 03 à 10 ans
Agencements	de 03 à 10 ans
Matériel de transport	de 03 à 06 ans
Matériel de bureau et informatique	de 03 à 10 ans
Mobilier	de 03 à 10 ans

Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé sont inscrits pour leur valeur brute constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Créances et dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Effectif

L'effectif moyen employé pendant l'exercice 2025 est de 9,95 ETP (3,03 Hommes - 6,92 Femmes).

L'effectif selon les catégories socio-professionnelles est : 1,03 Cadre et 8,92 employés.

Cet effectif est calculé sans tenir des comptes des salariés en contrat d'accompagnement dans l'emploi.

Règles et Méthodes Comptables

Convention d'occupation d'un local à titre précaire & révocable

Une convention d'occupation d'un local à titre précaire & révocable a été conclue entre "HABITAT HAUTS DE FRANCE ESH" et l'Association en date du 29 janvier 2020. Cette convention a pris effet depuis le 1er février 2020 pour une durée d'un an renouvelable ensuite par tacite reconduction par périodes successives d'une année.

Cette convention porte sur les locaux se situant au 13 D ZAC du vieux moulin à Etaples-sur-Mer (62630) et au 14 J Rue Lmartine à Etaples-sur-Mer (62630), d'une superficie indicative et approximative contractuelle de 93 m² pour le local 13 D et de 84,89 m² pour le local 14 J. Par mesure exceptionnelle de tempérament, le propriétaire n'appellera pas d'indemnité d'occupation le temps de la durée de la présente convention. Seules des provisions pour charges mensuelles seront appelées le temps de la présente convention.

Il pourra être mis fin à la présente convention pour le premier jour de chaque mois, par chacune des parties, à charge de prévenir au moins 3 mois à l'avance par lettre recommandée avec accusé de réception en précisant le motif de la résiliation.

Immobilisations

Règlement ANC 2022-06

Règlement ANC 2022-06		Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/12/2025
			Augmentations		Diminutions		
			Réévaluations	Acquisitions	Virt p.à p.	Cessions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement						
	Donations temporaires d'usufruit						
	Autres	2 023,19					2 023,19
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	2 023,19					2 023,19
CORPORELLES	Terrains						
	Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal. agencé aménagement						
	Instal technique, matériel outillage industriels	5 513,93		2 040,62		957,00	6 597,55
	Instal., agencement, aménagement divers	49 262,89		5 487,25		383,93	54 366,21
	Matériel de transport	59 766,75					59 766,75
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	49 910,11		2 495,20		1 476,05	50 929,26
	Emballages récupérables et divers						
	Immobilisations corporelles en cours						
	Avances et acomptes						
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	164 453,68		10 023,07		2 816,98	171 659,77
BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES							
FINANCIERES	Participations						
	Créances rattachées à des participations						
	Autres titres immobilisés						
	Prêts et autres immobilisations financières	109,00		185,00			294,00
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	109,00		185,00			294,00
TOTAL		166 585,87		10 208,07		2 816,98	173 976,96

Amortissements

		Durée ou taux	Mode d' amts	Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2025
					Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement						
	Donations temporaires d'usufruit						
	Autres			107,90	404,64		512,54
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES			107,90	404,64		512,54
CORPORELLES	Terrains						
	Constructions sur sol propre						
	sur sol d'autrui						
	instal. agencement aménagement						
	Instal technique, matériel outillage industriels			4 152,56	1 052,78	957,00	4 248,34
	Autres Instal., agencement, aménagement divers			6 286,11	3 508,35	383,93	9 410,53
	Matériel de transport			40 177,76	3 632,77		43 810,53
	Matériel de bureau, mobilier			38 455,33	4 239,83	1 476,05	41 219,11
	Emballages récupérables et divers						
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES			89 071,76	12 433,73	2 816,98	98 688,51	
TOTAL				89 179,66	12 838,37	2 816,98	99 201,05

Créances et Dettes

Règlement ANC 2022-06

		31/12/2025	1 an au plus	plus d'1 an
CREANCES	Créances rattachées à des participations			
	Prêts			
	Autres immobilisations financières	294,00		294,00
	Clients, usagers douteux ou litigieux			
	Autres créances clients, usagers			
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés			
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	4 158,75	4 158,75	
	Impôts sur les bénéfices			
	Taxes sur la valeur ajoutée			
	Autres impôts, taxes versements assimilés			
	Divers	26 307,14	26 307,14	
	Confédération, fédération, union, entités affiliées			
	Créances reçues par legs ou donations			
	Débiteurs divers			
	Charges constatées d'avance	912,85	912,85	
	TOTAL DES CREANCES	31 672,74	31 378,74	294,00
Prêts accordés en cours d'exercice				
Remboursements obtenus en cours d'exercice				
Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)				

		31/12/2025	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
DETTES	Emprunts obligataires convertibles				
	Autres emprunts obligataires				
	Emprunts dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine	173,25	173,25		
	Emprunts dettes ets de crédit à plus 1 an à l'origine				
	Emprunts et dettes financières divers				
	Fournisseurs et comptes rattachés	2 805,70	2 805,70		
	Dettes des legs ou donations				
	Personnel et comptes rattachés	23 424,24	23 424,24		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	37 551,57	37 551,57		
	Impôts sur les bénéfices	110,00	110,00		
	Taxes sur la valeur ajoutée				
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	7 601,86	7 601,86		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Confédération, fédération, union, entités affiliées				
	Autres dettes				
	Dette représentative de titres empruntés				
	Produits constatés d'avance	21 286,43	21 286,43		
	TOTAL DES DETTES	92 953,05	92 953,05		
Emprunts souscrits en cours d'exercice					
Emprunts remboursés en cours d'exercice					
Emprunts dettes associés (personnes physiques)					

Variation des Fonds Propres

Règlement ANC 2022-06	Fonds propres clôture 31/12/2024	Affectation du résultat N-1	Augmentation	Diminution ou consommation	Fonds propres clôture 31/12/2025
Fonds propres sans droit de reprise	96 586,04				96 586,04
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves statutaires ou contractuelles					
Réserves pour projet de l'entité	44 801,83	23 009,40		4 307,66	63 503,57
Autres réserves					
Report à nouveau	280,25	14 130,89	4 307,66		18 718,80
Excédent ou déficit de l'exercice	37 140,29	(37 140,29)	59 744,30		59 744,30
Situation nette	178 808,41		64 051,96	4 307,66	238 552,71
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	49 271,70			6 169,38	43 102,32
Provisions réglementées					
TOTAL	228 080,11		64 051,96	10 477,04	281 655,03

Variation des Subventions d'Investissement

	Subventions à la clôture 31/12/2024	Augmentation	Diminution	Subvention à la clôture 31/12/2025
Subventions d'investissement				
Subventions d'équipement	78 954,55		24 984,98	53 969,57
Autres subventions d'investissement				
Montant nominal	78 954,55		24 984,98	53 969,57
Quotes-parts virées au compte de résultat	29 682,85	6 169,38	24 984,98	10 867,25

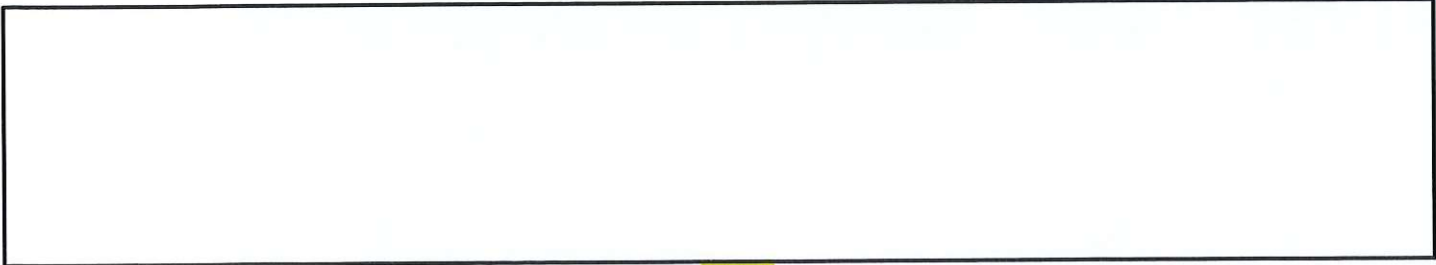
6 169,38

Les subventions d'investissement font l'objet d'une quote-part annuelle qui est virée au compte de résultat par le biais du compte 747000 au même rythme que l'amortissement des immobilisations correspondantes :

- Matériel de transport sur une durée de 6 ans ;
- Matériel de bureau sur une durée entre 3 et 5 ans ;

Variation des Fonds Dédiés

	Fonds dédiés clôture 31/12/2024	Reports	Utilisations		Transferts	Fonds dédiés clôture 31/12/2025	
			Montant global	dont rembour- sements		Montant global	dont fds dédiés à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Subventions d'exploitation		5 040,00				5 040,00	
FOND DEDIE PROJET PMEI							
Contributions financières d'autres org.							
Ressources liées à la générosité du public	13 125,70		1 024,83			12 100,87	
FONDS DEDIES FONDATION VINCI							
TOTAL	13 125,70	5 040,00	1 024,83			17 140,87	



Annexe libre

SUBVENTIONS OCTROYEES DANS L'EXERCICE

Nature de la subvention	Autorité administrative	Montant de la subvention
Fonctionnement du SPS	Département du Pas-de-Calais	445 793,00 €
Fonctionnement du SPS	Etaples-sur-Mer	20 817,00 €
Fonctionnement de l'Association	Etaples-sur-Mer	1 200,00 €
Fonctionnement du service "Addiction"	CA2BM	10 000,00 €
Fonctionnement du service "Addiction"	Région des Hauts-de-France	7 500,00 €
Fonctionnement du service "Addiction"	Etat - Politique de la ville	2 000,00 €
Fonctionnement du service "Addiction"	Etat - MILDECA	5 000,00 €
Fonctionnement du service "Addiction"	Etat - Aides à l'emploi	22 526,71 €
Fonctionnement du service "CEAF"	Région Hauts-de-France	28 168,00 €
Fonctionnement du service "Coach Jeunesse"	Département du Pas-de-Calais	22 530,02 €
Fonctionnement du service "Coach Jeunesse"	Union Européenne	33 791,43 €
Fonctionnement du SPS	Etat - Politique de la Ville - Berck	2 500,00 €
Fonctionnement du SPS	Etat - Politique de la Ville	2 500,00 €
Fonctionnement du service "PMEI"	Département du Pas-de-Calais	5 040,00 €

Charges à payer (avec détail)

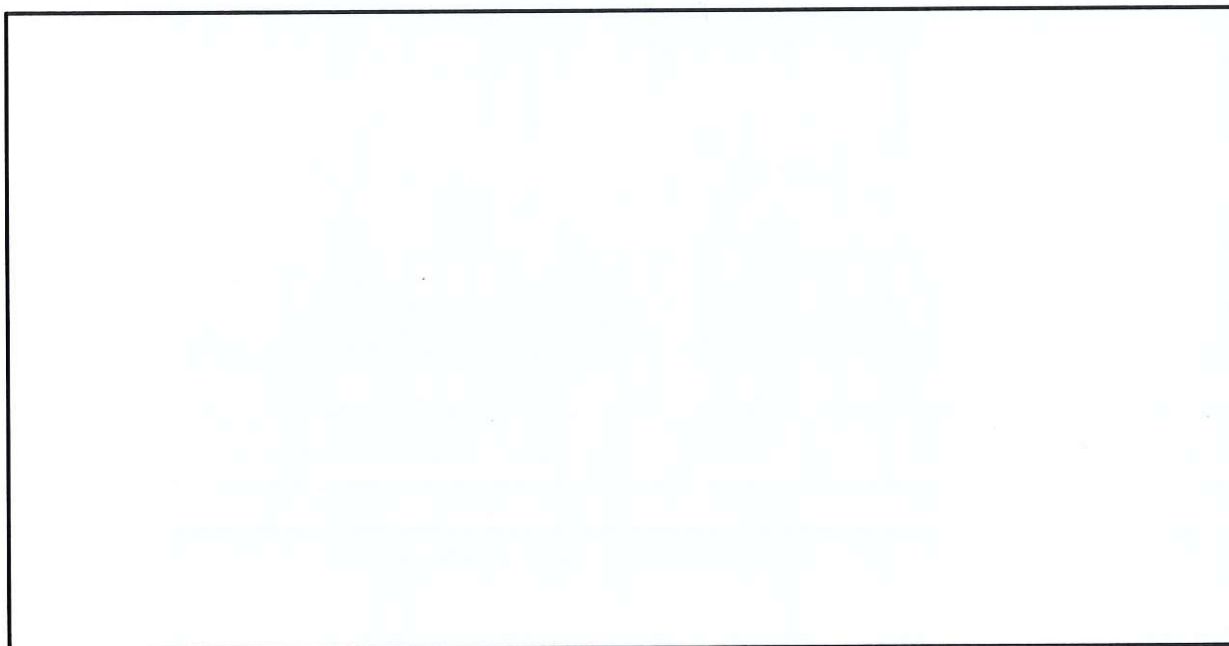
Règlement ANC 2022-06	31/12/2025	31/12/2024	Variations	%
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	173	165	8	5,00
Emprunts et dettes financières divers				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	2 252	1 378	874	63,43
Dettes fiscales et sociales	47 334	43 717	3 617	8,27
Dettes fournisseurs d'immobilisation				
Autres dettes				
TOTAL	49 759	45 260	4 499	9,94

Produits à recevoir (avec détail)

Règlement ANC 2022-06	31/12/2025	31/12/2024	Variations	%
Créances rattachées à des participations				
Autres immobilisations financières				
Autres créances clients				
Autres créances	30 466	11 830	18 636	157,5
TOTAL	30 466	11 830	18 636	157,5

Charges constatées d'avance (avec détail)

	31/12/2025	31/12/2024	Variations	%
Charges constatées d'avance - EXPLOITATION	913	497	416	83,85
Charges constatées d'avance - FINANCIERES				
Charges constatées d'avance - EXCEPTIONNELLES				
TOTAL	913	497	416	83,85



Honoraires des Commissaires aux Comptes

Règlement ANC 2025-01

Commissaire aux comptes 1				Commissaire aux comptes 2			
EXPERIAL CONSEIL							
31/12/2025	31/12/2024	%	%	31/12/2025	31/12/2024	%	%

Honoraires des commissaires aux comptes certifiant les comptes

Honoraires afférents à la certification des comptes	3 696,00	3 309,60	100,00	100,00				
Honoraires afférents à la certification des informations en matière de durabilité (*)								
Honoraires afférents aux services autres que la certification des comptes et la certification des informations en matière de durabilité								
Total	3 696,00	3 309,60	100,00	100,00				

(*) pour les missions prévues au II de l'article L.821-54 du code de commerce

Honoraires des commissaires aux comptes (CAC) ne certifiant pas les comptes et des Organismes tiers indépendants (OTI) pour la certification des informations en matière de durabilité

Honoraires des commissaires aux comptes (CAC) ne certifiant pas les comptes et des Organismes tiers indépendants (OTI) pour la certification des informations en matière de durabilité (*)								
--	--	--	--	--	--	--	--	--

(*) pour les missions prévues au II de l'article L.821-54 du code de commerce pour les commissaires aux comptes et à l'article L.822-24 du code de commerce pour les OTI »

Il s'agit des honoraires TTC facturés sur chaque exercice comptable